

WikiLeaks et l'Iran

N° 2 du 21.12.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité :

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

L'Iran évoque un "complot américain délibéré" après WikiLeaks

Frédéric Pons : À qui profite WikiLeaks ?

1) Politique des Usa

Obama

Djamel Bouatta : Frappe contre l'Iran en marche : L'onction des régimes arabes selon WikiLeaks

2) Politique d'Israël

Préparation à la Guerre.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Gareth Porter : Les journaux américains déforment l'histoire des missiles iraniens,

3 Dossier & Point de vue.

3-1 Almanar.com.lb : WikiLeaks: "Tel-Aviv" et Ryad ont appelé Washington à frapper l'Iran,

3-2 "Israël" et l'Arabie Saoudite main dans la main contre l'Iran !

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Lamis Andoni : Révélations Wikileaks : que va penser le monde arabe de ses dirigeants ?

4-2 Les révélations de WikiLeaks « L'affaire vise à semer « la discorde dans le monde islamique »,.

4-3 Les révélations de WikiLeaks autour de l'Iran devraient avoir un impact réel.

Tiré à Part

L'Iran évoque un "complot américain délibéré" après WikiLeaks.

- La divulgation par le site internet WikiLeaks de télégrammes diplomatiques confidentiels américains n'est pas une source d'embarras pour les Etats-Unis, comme beaucoup le pensent, mais un complot délibéré pour améliorer leur image, a affirmé dimanche un haut responsable iranien.

"Les documents de WikiLeaks sont une sorte de manipulation de l'opinion publique pour redresser la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les Etats-Unis aux yeux des nations du monde", a déclaré Mohammad Javad Larjani, secrétaire général du Haut Conseil iranien pour les droits de l'homme.

Les fuites distillées, via le filtre de grands journaux mondiaux, par le site internet controversé de centaines de milliers de câbles censés être confidentiels, où les diplomates américains décrivent leurs interlocuteurs locaux sous des jours parfois peu flatteurs, a provoqué la colère de nombre d'alliés de Washington.

Mais pour Larjani, cité la chaîne d'Etat iranienne anglophone Press TV, cette soi-disant atteinte au secret diplomatique relève en réalité d'un complot rusé. "Ils ont diffusé les documents pour réduire la pression exercée sur eux par l'opinion publique mondiale."

"Il y a des chances qu'environ 10% des documents soient authentiques (...) mais même ceux-ci n'ont qu'une valeur ordinaire et ne contiennent rien d'inhabituel."

Il a fait état de documents visant à montrer que les forces américaines en Irak ne sont pas impliquées elles-mêmes dans la torture. "Or nous savons que les Américains tuent eux-mêmes des Irakiens. Ils entrent chez des Irakiens innocents et les massacrent."

"DÉCAPITER LE SERPENT IRANIEN"

L'Iran est le sujet de nombre des télégrammes obtenus par WikiLeaks, y compris des documents dans lesquels ses voisins arabes incitent Washington à user de la force pour stopper le programme nucléaire iranien soupçonné d'avoir des objectifs militaires.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait déjà évoqué cette théorie d'un complot de Washington, qui aurait fait fuir délibérément des documents sur l'inquiétude des Etats arabes face au programme nucléaire iranien. Or, selon lui, "les pays de la région sont tous amis les uns avec les autres. Pareille sottise n'aura aucun impact sur les relations de ces pays", a-t-il assuré lundi dernier à la presse.

"Une partie du gouvernement américain a fabriqué ces documents. Nous ne pensons pas que ces informations aient fait l'objet d'une fuite. Nous pensons que cela été organisé et qu'ils poursuivent des objectifs politiques", a-t-il ajouté.

Une partie des quelque 250.000 documents confidentiels divulgués révèlent que le roi Abdallah d'Arabie a demandé aux plus hauts responsables américains au Moyen-Orient d'attaquer les installations nucléaires iraniennes afin de "trancher la tête du serpent" iranien pendant qu'il en a encore le temps.

Bahreïn aurait également exhorté les Etats-Unis à agir afin de stopper le programme nucléaire de Téhéran "par tous les moyens nécessaires", selon un message attribué à l'ambassade des Etats-Unis à Manama.

"Cela confirme que les Etats du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont tous plus unis sur le front anti-iranien que ce qui l'on croyait auparavant", estime Theodore Karasik, analyste basé à Dubaï, prenant le contre-pied des propos lénifiants d'Ahmadinejad sur la bonne entente de l'Iran avec ses voisins.

Robin Pomeroy; Marc Delteil, pour le service français, édité par Jean-Loup Fiévet

O5_12

(Reuters)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101205.REU6111/l-iran-evoque-un-complot-americain-delibere-apres-wikileaks.html>

Frédéric Pons : À qui profite WikiLeaks ?

[...]

Cette répétition presque obsessionnelle de la menace iranienne dans cette troisième "livraison" de WikiLeaks intervient alors que le programme nucléaire de l'Iran s'accélère et que le temps semble de plus en plus compté pour une éventuelle réaction. Divulguées "au bon moment", ces données pourraient donc servir d'autres intérêts que la simple défense de la liberté d'expression dans le monde. Le pauvre soldat Bradley Manning et les croisés de WikiLeaks ne seraient alors plus les seuls à s'activer, impliqués – sans même le savoir – dans une vaste opération de manipulation.

Tous les documents publiés renforcent en effet la perception d'un danger iranien croissant. Quitte à gêner quelques dirigeants surpris dans l'intimité de leurs relations avec Washington, les informations révélées par WikiLeaks préparent la communauté internationale à une mobilisation plus efficace contre le programme nucléaire de Téhéran, à un nouveau durcissement des sanctions à l'égard de l'Iran.

Qui le souhaite ? Un peu les Occidentaux, beaucoup les pays arabes, encore plus et surtout Israël. L'État hébreu fait de ce dossier iranien un enjeu vital pour sa survie. Il se prépare depuis des mois à toutes les options, y compris à une intervention militaire.

Frédéric Pons

jeudi, 02/12/2010

<http://www.valeursactuelles.com/actualit%C3%A9s/monde/%C3%A0-qui-profite-wikileaks20101202.html>

1) Politique des Usa

Obama

Djamel Bouatta : Frappe contre l'Iran en marche : L'onction des régimes arabes selon WikiLeaks

Les notes diplomatiques américaines obtenues par WikiLeaks révèlent également que des régimes arabes ont suggéré aux Américains d'être sans scrupules vis-à-vis de l'Iran ! Dans le fatras de révélations sur les relations internationales vues par les États-Unis, qualifiées de "criminelles" par le gouvernement américain et dont la diffusion est "illégal, irresponsable et dangereuse", a renchéri l'Otan, le bras armé des gendarmes du nouveau monde, l'information la plus importante est la préparation de frappes contre l'Iran.

C'est une mise en bouche, dans le style des fameuses AMD (armes de destructions massives) brandies par Bush junior pour envahir l'Irak et mettre à feu et à sang toute la région, voire l'ensemble du monde arabo-musulman.

"On ne peut pas faire confiance aux Iraniens", observe le roi d'Arabie saoudite, Abdallah bin Abdelaziz, en mars 2009, devant le conseiller de la Maison-Blanche pour l'antiterrorisme, John Brennan. "L'objectif de l'Iran est de causer des problèmes", l'Iran est "aventurier dans un sens négatif", "que Dieu nous préserve de leurs péchés", poursuit-il, selon un compte-rendu américain obtenu par WikiLeaks. Des diplomates américains ont rapporté

d'autres propos du roi Abdallah, invitant à "couper la tête du serpent", auquel il compare l'Iran. Parmi les documents diffusés par WikiLeaks, ce télégramme du 11 février 2010 soulignant que "le roi saoudien a dit au général américain James Jones que si l'Iran parvenait à développer des armes nucléaires, tout le monde, dans la région, ferait de même".

"Ce programme doit être stoppé", a renchéri, pour sa part, le prince de Bahreïn, Hamad Al-Khalifa, le 1er novembre 2009, en recevant le général David Petraeus, alors commandant en chef du Centcom, le commandement unifié des armées de la coalition occidentale qui avait en charge la région, de l'Irak à l'Iran en passant par les pays du Moyen-Orient. Mohammed bin Zayed, le prince héritier d'Abou Dhabi, pilier de la Fédération des Émirats arabes unis, est plus déterminé. Lorsque le chef des états-majors américains, l'amiral Mullen, fait part au prince de son doute sur l'efficacité d'opérations seulement aériennes contre les sites iraniens, il s'exclame : "Il faudrait alors des troupes au sol", écrit un diplomate américain le 9 février 2010. L'obsession du prince est de renforcer ses forces armées, c'est le grand client de la France. Le 14 février 2010, l'émir du Qatar, qui partage un champ gazier stratégique avec l'Iran, adresse un conseil au sénateur américain John Kerry. "En se basant sur 30 années d'expérience avec les Iraniens, l'émir conclut la réunion en disant qu'il ne faut croire qu'un mot sur cent que les Iraniens prononcent. Ils nous mentent, et nous leur mentons." C'est ainsi que le Premier ministre du Qatar, Hamad bin Jassim Al-Thani, décrit la relation entre son pays et l'Iran, lors d'un entretien avec le vice-secrétaire américain à l'énergie, Daniel Poneman, le 10 décembre 2009. Le 13 février 2010, le Premier ministre du Qatar reçoit à son tour John Kerry. Il affirme que Mahmoud Ahmadinejad lui a dit : "Nous avons battu les Américains en Irak, la bataille finale sera livrée en Iran." Le président de l'Égypte, Hosni Moubarak, "éprouve une haine viscérale pour la République islamique", écrit un diplomate basé au Caire, en février 2009, "il les traite de menteurs", et prévient : "Ne croyez pas un seul mot qu'ils prononcent." Le 21 avril 2009, devant l'amiral Mullen, le chef des renseignements égyptiens, Omar Souleyman, constatant que l'Iran "est très actif" dans son propre pays, estime que ce pays "doit payer le prix pour ses actions". En Jordanie, souligne un télégramme américain, en avril 2009, "la métaphore la plus couramment utilisée par des officiels en parlant de l'Iran est celle d'une pieuvre étendant ses tentacules", qui doivent être "coupées". Le président de la Chambre haute du Parlement, Zeid Rifai, "prédit que le dialogue avec l'Iran ne mènera nulle part", dit un document du site, qui le cite ainsi: "bombardez l'Iran ou vivez avec un Iran nucléaire, les sanctions, les carottes, les incitations n'ont pas d'importance." |

Il est vrai cependant que l'inquiétude arabe n'a cessé de grandir au rythme du développement du programme nucléaire iranien. Cela vaut tout particulièrement pour les riverains du Golfe dont certains ont encore des contentieux territoriaux avec l'Iran. Qu'il s'agisse de Bahreïn, revendiqué par le passé par l'Iran, ou bien des Emirats arabes unis, qui contestent la souveraineté de l'Iran sur trois îles situées dans le détroit d'Ormuz. De manière générale, les régimes arabes redoutent l'appétit que donnerait à Téhéran le statut de puissance nucléaire. «L'article du NYTimes disait que le journal avait pris la décision de ne pas le publier « à la demande de l'administration Obama ». Cela voulait dire que ses lecteurs ne pouvaient pas comparer le compte-rendu hautement déformé de ce document dans l'article du Times avec le document original sans faire de recherche sur le site de WikiLeaks. **Par conséquent, un document clé de WikiLeaks, qui aurait dû avoir pour résultat des articles mettant en doute la pression exercée par la politique de défense anti-missiles de l'administration Obama en Europe, reposant sur une prétendue menace balistique iranienne, a produit une série d'articles soutenant la thèse d'une menace iranienne réelle»**

Ceci est très intéressant par rapport à ce que j'ai envoyé hier. Pas grand monde probablement ne va prendre la peine de lire les milliers de documents publiés par Wikileaks. Autrement dit, la grande majorité va lire en le compte rendu qu'en fait la presse, et le tiendra pour incontestable .

Voici un exemple qui me semble extrêmement instructif : j'ai entendu comme tout le monde je pense que 'les documents confirmaient l'envoi par la Corée du Nord de missiles à l'Iran'. Personnellement je me suis dit, qu'il est très bien que la Corée soit solidaire et fournisse à l'Iran les moyens de se défendre de l'agression annoncée, mais ce n'est probablement pas ce que se dit la majorité de mes compatriotes.

(En passant, le titre me semble avoir été mal traduit par Questions Critiques, 'papers' devenant 'documents')

Djamel Bouatta
Liberté (Algérie),
2/12/2010

2) Politique d'Israël

Préparation à la Guerre.

WIKILEAKS - Les révélations sur l'Iran satisfont Israël,

Nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Les révélations de WikiLeaks sur les efforts déployés par les États-Unis et leurs alliés pour freiner le programme nucléaire iranien sont une aubaine pour Israël en termes d'image, selon Giora Eiland, ancien conseiller à la sécurité du chef du gouvernement israélien. Pour sa part, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a estimé qu'elles justifiaient la priorité accordée par l'État juif au danger iranien par rapport au règlement de la question palestinienne, notamment aux yeux de Washington. Les câbles du département d'État diffusés sur le site internet spécialisé dans la divulgation de documents confidentiels confirment que les autorités israéliennes ont

poussé Washington à la fermeté envers Téhéran et qu'elles ont même prôné un recours à la force avant 2011. Ils révélaient aussi que l'Arabie saoudite a plaidé la même cause.

"Ces (révélations) n'affectent pas du tout Israël, peut-être même est-ce le contraire", a déclaré le général Eiland, aujourd'hui à la retraite. Ces fuites "montrent que des pays arabes tels que l'Arabie saoudite s'intéressent bien plus à l'Iran qu'au conflit israélo-palestinien, par exemple", poursuit l'ancien conseiller des anciens Premiers ministres Ariel Sharon et Ehud Olmert. Benyamin Netanyahu estime que, "pour la première fois dans l'histoire moderne", Israël, l'Europe et les pays du Moyen-Orient conviennent que "la principale menace vient de l'Iran, de ses projets expansionnistes et de son armement".

Exagération

Le chef du gouvernement israélien, qui s'adressait lundi à des rédacteurs de journaux, a exprimé l'espoir que les dirigeants arabes seraient "assez courageux" pour exprimer tout haut ce qu'ils pensent tout bas, selon les documents diffusés par WikiLeaks. "Ce serait un vrai changement, d'abord et avant tout en faveur de la paix, parce qu'il faut tordre le cou à l'idée que c'est Israël qui menace la paix dans la région alors que chacun sait où réside le vrai danger", a ajouté le chef du Likoud. Pour Sever Plotzker, éditorialiste du *Yediot Ahronot*, le plus gros tirage de la presse israélienne, les fuites de WikiLeaks ont révélé une "image claire et nette : le programme nucléaire iranien sème la panique dans le monde entier".

S'exprimant avant la diffusion de ces notes diplomatiques, Benyamin Netanyahu avait semblé anticiper l'embarras qu'elles pourraient susciter dans les chancelleries arabes. "En la matière, il y a souvent un fossé entre ce qui est dit en public et en privé. En Israël, il n'est pas immense, mais dans d'autres pays de la région, il est très large", a-t-il déclaré à la presse. Selon l'un des câbles diffusés par WikiLeaks, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, interrogé au sujet d'une éventuelle frappe israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, a dit ignorer si elle pourrait être couronnée de succès, tout en jugeant Tsahal en mesure d'y recourir. Une autre note de mai 2009 révèle que le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, lors d'une intervention devant des élus américains, a évalué entre six et dix-huit mois le délai pendant lequel une telle opération pourrait être entreprise sans donner lieu à des "dégâts collatéraux inacceptables". Pour le général Eiland, les fuites de WikiLeaks ont certes révélé une certaine "exagération" de la part des autorités israéliennes, mais, "jusqu'ici, au moins, aucun secret d'État au sujet des plans opérationnels ou des capacités de renseignement n'a été éventé".

Source Reuters

http://www.lepoint.fr/monde/wikileaks-les-revelations-sur-l-iran-satisfont-israel-29-11-2010-1268244_24.php

« Israël » pourrait attaquer l'Iran « préventivement »

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi croit qu'« Israël » pourrait attaquer « préventivement » l'Iran, y compris avec des armes nucléaires, et que nul ne peut stopper l'entité sioniste si celui-ci se sent menacé, selon une note diplomatique américaine divulguée par WikiLeaks.

C'est l'opinion exprimée par Berlusconi auprès du secrétaire américain à la guerre Robert Gates lors d'un entretien à Rome le 6 février, rapporte l'hebdomadaire allemand Der Spiegel en citant des documents de WikiLeaks.

En outre, Berlusconi a déclaré à Robert Gates que "personne, pas même le président (américain) Barack Obama, ne peut stopper Israël si celui-ci se sent menacé dans son existence", selon cette note diplomatique rédigée par l'ambassade des Etats-Unis à Rome.

Der Spiegel écrit, en s'appuyant sur ce télégramme divulgué, que le secrétaire américain à la guerre "n'a pas seulement partagé son inquiétude, il l'a alimentée" en évoquant des manœuvres militaires aériennes d'Israël menées en juin 2008, sur une distance qui, selon Gates, pourrait correspondre à la distance entre des bases militaires israéliennes et un "réacteur nucléaire iranien".

13/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Wikileaks: Washington appelé à la fermeté face à l'Iran par Israël et les Saoudiens

Les Etats-Unis ont été très fortement incités à la fermeté à l'égard de l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de l'arme nucléaire, à la fois par Israël et les pays du Golfe, le roi d'Arabie saoudite soutenant même l'option militaire, selon les documents de WikiLeaks.

Les documents diplomatiques américains obtenus par le site WikiLeaks et publiés dimanche soir par plusieurs grands journaux mondiaux, révèlent la très grande inquiétude d'Israël face au programme nucléaire iranien, mais aussi des pays arabes.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite aurait été de très loin le plus direct dans ses pressions sur les Etats-Unis, selon ces documents. Le souverain «a appelé fréquemment les Etats-Unis à attaquer l'Iran pour mettre fin au programme nucléaire du pays», dit ainsi le 17 avril 2008 l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis Adel al-Jubeir cité par des documents issus d'ambassades américaines. Le roi a conseillé aux Américains «de couper la tête du serpent» auquel il compare l'Iran et a souligné que travailler avec les Etats-Unis pour combattre l'influence iranienne en Irak était une priorité stratégique de son gouvernement, selon cette source citée par les quotidiens britannique, américain et français *The Guardian*, *New York Times* et *Le Monde*.

«Ce programme doit être stoppé», insiste le roi de Bahrein Hamad ben Issa Al-Khalifa le 1er novembre 2009 en recevant le général américain David Petraeus, selon le document cité par Le Monde. «Le danger de le laisser se poursuivre est supérieur à celui de le stopper», ajoute-t-il à propos du programme nucléaire iranien.

«Ce n'est pas bon pour bâtir la confiance»

Réagissant suite à ces fuites, un conseiller gouvernemental saoudien qui a demandé à ne pas être nommé a dit à l'AFP: «Tout cela est très négatif. Ce n'est pas bon pour bâtir la confiance».

Les Israéliens, de leur côté, ont exprimé des doutes nombreux lors de leurs discussions avec des responsables américains sur l'intérêt de la politique de la main tendue à Téhéran que le président Barack Obama avait cherché à instaurer en mars 2009, dans un message aux dirigeants et au peuple iraniens.

Un télégramme américain relate ainsi une conversation le 1er décembre 2009 entre Amos Gilad, directeur des affaires politico-militaires au ministère israélien de la Défense, et Ellen Tauscher, la sous-secrétaire d'Etat américaine. «Se penchant sur sa boule de cristal», écrit la responsable américaine, «Gilad dit qu'il n'est pas certain que l'Iran ait décidé de fabriquer une arme nucléaire, mais que l'Iran est "déterminé" à avoir l'option d'en construire une».

La diplomatie de la main tendue du président Barack Obama, appelée «engagement stratégique avec l'Iran», «c'est une bonne idée, mais il est bien clair que cela ne marchera pas», poursuit Gilad, selon ce télégramme.

«Etat fasciste»

Dans un autre télégramme daté du 18 novembre 2009, les observations suivantes sont faites par la diplomatie américaine: «Un représentant du Mossad (service secret israélien) affirme que Téhéran comprend qu'en réagissant positivement à l'engagement (américain, ndlr), l'Iran peut continuer à jouer la montre». «Du point de vue du Mossad, l'Iran ne fera rien d'autre que d'utiliser des négociations pour gagner du temps. De telle sorte qu'en 2010-2011, l'Iran aura la capacité technologique de fabriquer une arme nucléaire», affirme ce télégramme. L'attitude russe sur le dossier iranien est par ailleurs, pour les Israéliens, «un mystère», note encore un télégramme américain.

En revanche, les documents montrent que la France est clairement partisane de la fermeté. Jean-David Lévitte, le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, qualifie l'Iran d'«Etat fasciste», dans une discussion le 16 novembre 2009 avec un responsable américain.

(Source AFP)

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

2-1 Gareth Porter : Les journaux américains déforment l'histoire des missiles iraniens,

Un câble diplomatique datant de février dernier et qui a été révélé par WikiLeaks offre un compte-rendu détaillé sur la façon dont les spécialistes russes du programme iranien de missiles balistiques ont réfuté la suggestion émise par les Etats-Unis que l'Iran détient des missiles pouvant prendre pour cible les capitales européennes ou qu'il a l'intention de développer une telle capacité.

En fait, les Russes ont mis en doute l'existence même du mystérieux missile que les Etats-Unis disent avoir été acquis par l'Iran auprès de la Corée du Nord. Mais les lecteurs des deux principaux quotidiens américains n'ont jamais appris ces faits essentiels à propos de ce document.

Le New York Times et le Washington Post ont seulement rapporté que les Etats-Unis pensent que l'Iran a acquis de tels missiles – qui seraient des BM-25 – auprès de la Corée du Nord. Aucun de ces deux quotidiens n'a rapporté la réfutation détaillée par la Russie du point de vue des USA sur cette question, ni l'absence de preuve flagrante de ces BM-25 apporté par les Américains.

Le Times, qui a obtenu ces câbles diplomatiques, non pas de WikiLeaks, mais du Guardian, selon l'article du Washington Post paru lundi, n'a pas publié le texte de ce câble.

L'article du Times disait que le journal avait pris la décision de ne pas le publier « à la demande de l'administration Obama ». Cela voulait dire que ses lecteurs ne pouvaient pas comparer le compte-rendu hautement déformé de ce document dans l'article du Times avec le document original sans faire de recherche sur le site de WikiLeaks.

Par conséquent, un document clé de WikiLeaks, qui aurait dû avoir pour résultat des articles mettant en doute la pression exercée par la politique de défense anti-missiles de l'administration Obama en Europe, reposant sur une prétendue menace balistique iranienne, a produit une série d'articles soutenant la thèse d'une menace iranienne réelle.

Le texte complet du rapport du Département d'Etat US sur la réunion du *Joint Threat Assessment* [évaluation conjointe des menaces] à Washington le 22 décembre 2009, qui est disponible sur le site de WikiLeaks, montre qu'il y a eu une confrontation spectaculaire sur la question du mystérieux missile BM-25.

Le BM-25 a été décrit comme un missile sol-sol basé sur un sous-marin soviétique lanceur de missile balistique désormais obsolète, le R-27 ou le SS-N-6. On dit que ce soi-disant missile est capable d'atteindre des portées allant de 2.400 à 4.000 kilomètres – plaçant la plus grande partie de l'Europe sous sa portée.

Selon le document divulgué [par WikiLeaks], le chef de la délégation américaine à cette réunion, Vann H Van Diepen, secrétaire-adjoint intérimaire à la sécurité internationale et à la non-prolifération, a dit que les Etats-Unis « pensaient » que l'Iran avait acquis 19 de ces missiles auprès de la Corée du Nord.

Mais un officiel du Ministère russe de la Défense a réfuté les rapports qui ont été publiés sur ce missile, dont il a dit qu'ils « *ne se référaient à aucune source crédible* ».

Il a observé qu'il n'y avait jamais eu d'essai avec un tel missile, ni en Corée du Nord, ni en Iran, et que le gouvernement russe « *n'était pas au courant que ce missile ait jamais été vu* ». Les Russes ont demandé aux Américains des preuves de l'existence d'un tel missile.

Les officiels américains n'ont pas revendiqué être en possession de photos ou d'autres preuves irréfutables de ce missile, mais ils ont déclaré que les Nord-Coréens avaient fait défiler ce missile dans les rues de Pyongyang. Les Russes ont répondu qu'ils avaient visionné une vidéo de cette parade militaire et qu'ils avaient découvert qu'il s'agissait d'un missile entièrement différent.

L'officiel russe a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve soutenant les affirmations selon lesquelles 19 de ces missiles avaient été livrés à l'Iran en 2005 et qu'il aurait été impossible de cacher un tel transfert. Les Russes ont dit également qu'il était difficile de croire que l'Iran aurait acheté un système de missiles qui n'avait jamais été testé.

Le chef de la délégation des Etats-Unis, Van Diepen, a cité un élément de preuve circonstancielle selon lequel l'Iran avait fait des travaux sur les « *moteurs [vernier] de guidage* » du BM-25. Il a déclaré que des photos sur internet des lignes de soudure et des volumes du réservoir sur le deuxième étage de la fusée de lancement iranienne, Safir, montrait que le ratio d'oxydant par rapport au propergol n'était pas cohérent avec le propergol utilisé dans le passé par les Shahab-3.

Selon Van Diepen, cela semble indiquer que le lanceur Safir utilisait le même système que celui utilisé dans le R-27. Les Russes ont toutefois confirmé que le propergol utilisé dans la fusée Safir n'était pas celui utilisé dans le R-27.

Une preuve encore plus importante, provenant du tir de la fusée Safir, que l'Iran n'a aucun missile BM-25, a été notée dans une étude faisant autorité sur le programme balistique iranien et publié en mai dernier par l'Institut International aux Etudes Stratégiques (IISS), dont le siège se trouve à Londres.

Cette étude a découvert que l'Iran n'avait pas utilisé le moteur principal associé au prétendu BM-25 pour accroître la puissance du Safir.

Si l'Iran avait vraiment possédé ce moteur plus puissant, associé au R-27 russe original, fait remarquer cette étude, la fusée Safir aurait été capable de mettre sur orbite un plus gros satellite. Mais en fait, selon l'étude de l'IISS, le lanceur Safir manquait « *clairement de puissance* » et fut à peine capable de placer son satellite de 27 kilos en orbite basse.

Cette même étude fait également remarquer que le R-27 original était conçu pour opérer dans un tube de lancement sous-marin et qu'une variante terrestre mobile aurait nécessité des modifications structurelles majeures.

Encore une autre raison de doute qui a été rapportée par l'IISS est que la combinaison de propergol dans le R-27 ne fonctionnerait pas dans un missile terrestre mobile, parce que « *l'oxydant doit être maintenu dans une fourchette étroite de température* ».

Van Diepen a suggéré deux autres options iraniennes : l'utilisation de la technologie Shahab-3 avec des « *moteurs groupés ou superposés* » ou le développement d'un missile à propergol solide avec un moteur plus puissant.

Les Russes ont cependant exprimé de grands doutes quant à ces deux options, en disant qu'ils étaient sceptiques sur l'affirmation iranienne selon laquelle ils possédaient un missile d'une portée de 2.000 km. Ils firent remarquer que la plus longue portée testée jusqu'à présent était de 1.700 km, et que cela avait été obtenu en réduisant de façon significative le poids de la charge utile.

Van Diepen a cité des études de « *modélisation* » qui montraient que l'Iran pouvait atteindre une portée plus importante et qu'ajouter 300 kilomètres « *n'est pas un grand bond technologique* ». Mais la délégation russe a insisté sur le fait que la longueur additionnelle du vol pouvait provoquer des perforations thermiques sur diverses parties du missile et celui-ci se désagréger.

Le chef de la délégation russe, Vladimir Nazarov, secrétaire-adjoint du Conseil de Sécurité russe, a déclaré que la Russie pensait que toute évaluation du programme de missiles iranien devait reposer non seulement sur la modélisation mais sur « *la prise en compte des réelles barrières techniques auxquelles l'Iran est confronté* ».

L'une de ces diverses barrières citée par les Russes était le manque de « *matériaux structuraux* » nécessaires aux missiles à plus longue portée qui pourraient menacer les Etats-Unis ou la Russie, tel que « *l'aluminium de haute qualité* ».

Les Russes ont maintenu que même en supposant des conditions favorables, l'Iran serait capable, seulement après 2015 au plus tôt, de démarrer un programme de développement de missiles balistiques pouvant atteindre l'Europe Centrale ou Moscou.

Les Russes ont toutefois démenti une telle intention de la part de l'Iran, soutenant que son programme de missiles balistiques continue d'être dirigé vers des « *préoccupations régionales* » - c'est-à-dire pour dissuader Israël d'attaquer l'Iran.

La délégation américaine n'a jamais abordé la question des intentions iraniennes – une position constante avec le rôle dominant des spécialistes en armement dans les évaluations de l'Iran par la communauté du renseignement américain et l'accent écrasant qu'ils mettent sur les capacités et leur désintérêt des intentions.

Michael Elleman, l'auteur principal de l'étude de l'IISS sur le programme de missiles iranien, a dit à [l'agence] Inter Press Service que ce rapport sur les échanges russo-américains mettaient en lumière les différences d'approches sur ce sujet entre les deux pays. « *Les Russes ont parlé des résultats les plus probables* », a déclaré Elleman, « *tandis que les Américains ont insisté sur ce qui pouvait arriver* ».

Gareth Porter

Gareth Porter est historien d'investigation et un journaliste spécialisé dans la politique de sécurité nationale américaine.

Asia Times Online, 2 décembre 2010

article original : "US papers twist Iranian missile tale"

http://atimes.com/atimes/Middle_East/LL02Ak01.html

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/Gareth_Porter/wikileaks_missiles_iraniens_011210.htm

3 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Almanar.com.lb : WikiLeaks: "Tel-Aviv" et Ryad ont appelé Washington à frapper l'Iran,

Un quart de millions de câbles diplomatiques américains dévoilés par le site WikiLeaks étaient décortiqués dimanche par les grands titres de la presse mondiale, révélant les dessous de la diplomatie des Etats-Unis, comme lorsque Ryad et « Tel-Aviv » appelait Washington à attaquer l'Iran.

WikiLeaks, qui a affirmé avoir été victime dans la journée d'une attaque informatique, précise sur son site internet (<http://cablegate.wikileaks.org/>) avoir commencé dimanche la publication record de "251.287" câbles diplomatiques, couvrant une période allant de 1966 à février dernier.

Le site affirme avoir voulu souligner la "contradiction" entre la position officielle américaine et "ce qui se dit derrière les portes closes".

Ces quelques 250.000 documents diffusés dimanche étalent au grand jour les usages habituellement tenus secrets de la diplomatie américaine sur toute une série de dossiers, sensibles ou non.

TEL-AVIV ET RYAD ONT APPELE WASHINGTON A FRAPPER L'IRAN

Concernant le dossier iranien, les documents montrent qu'« Israël » a appelé, en décembre 2009 ; les Etats-Unis à frapper l'Iran, en affirmant que leur stratégie de négociation avec Téhéran "ne marchera pas", selon un document diffusé le site du quotidien français Le Monde.

Un télégramme américain relate ainsi une conversation le 1er décembre 2009 entre Amos Gilad, directeur des affaires politico-militaires au ministère israélien de la guerre et Ellen Tauscher, la sous-secrétaire d'Etat américaine.

"Se penchant sur sa boule de cristal", écrit la responsable américaine, "Gilad dit qu'il n'est pas certain que l'Iran ait décidé de fabriquer une arme nucléaire, mais que l'Iran est +déterminé+ à avoir l'option d'en construire une". La diplomatie de la main tendue du président Barack Obama, appelée "engagement stratégique avec l'Iran", "c'est une bonne idée, mais il est bien clair que cela ne marchera pas", poursuit Gilad, selon ce télégramme.

Dans un autre télégramme daté du 18 novembre 2009, les observations suivantes sont faites par la diplomatie américaine: "Un représentant du Mossad (service secret israélien) affirme que Téhéran comprend qu'en réagissant positivement à l'engagement (américain), l'Iran peut continuer à jouer la montre".

"Du point de vue du Mossad, l'Iran ne fera rien d'autre que d'utiliser des négociations pour gagner du temps. De telle sorte qu'en 2010-2011, l'Iran aura la capacité technologique de fabriquer une arme nucléaire", rapporte ce télégramme.

L'attitude russe sur le dossier iranien est par ailleurs, pour les Israéliens, "un mystère", note encore un télégramme américain. En revanche, les documents montrent que la France est clairement partisane de la fermeté. Jean-David Lévitte, le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, qualifie l'Iran d'"Etat fasciste", dans une discussion le 16 novembre 2009 avec un responsable américain.

Côté Arabe, le quotidien britannique The Guardian indique par exemple sur son site internet que le roi Abdallah d'Arabie saoudite a appelé les Etats-Unis à « attaquer l'Iran et à couper la tête du serpent » pour mettre fin à son programme nucléaire.

Le roi "a appelé fréquemment les Etats-Unis à attaquer l'Iran pour mettre fin au programme nucléaire du pays", dit le 17 avril 2008 l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis Adel al-Jubeir cité par des documents issus d'ambassades américaines.

Le roi a conseillé aux Américains "de couper la tête du serpent" auquel il compare l'Iran et a souligné que travailler avec les Etats-Unis pour combattre l'influence iranienne en Irak était une priorité stratégique du roi et de son gouvernement, selon cette source citée par les quotidiens britannique et américain.

Il en est de même pour le roi de Bahreïn Hamad ben Issa Al-Khalifa. "Ce programme (nucléaire) doit être stoppé", insiste-t-il, le 1er novembre 2009 en recevant le général américain David Petraeus alors commandant du Centcom, selon le document cité par Le Monde.

"Le danger de le laisser se poursuivre est supérieur à celui de le stopper", estime également le roi du Bahreïn. De nombreux documents font état du souci de pays du Golfe d'acquérir des armements américains, selon le quotidien français.

Le prince héritier d'Abu Dhabi Mohammed bin Zayed "considère que la logique de guerre domine la région et cette lecture explique sa quasi-obsession de renforcer les forces de l'émirat", écrit un diplomate le 9 février 2010.

"Ils nous mentent et nous leurs mentons", dit le Premier ministre du Qatar Hamad bin Jassim Al-Thani en décrivant la relation entre son pays et l'Iran, lors d'un entretien avec le vice-secrétaire américain à l'Energie Daniel Poneman le 10 décembre 2009.

Le président de l'Egypte Hosni Mubarak "éprouve une haine viscérale pour la République islamique" écrit un

diplomate basé au Caire en février 2009.

L'IRAN A OBTENU DES MISSILES DE LA COREE DU NORD

Toujours selon Wikileaks, le New York Times a rapporté, que l'Iran a obtenu auprès de la Corée du Nord des missiles très performants.

Selon le journal, qui cite un télégramme diplomatique daté du 24 février dernier, des "rapports secrets du Renseignement américain ont conclu que l'Iran a obtenu des missiles de haute technologie, conçus sur la base d'un modèle russe".

L'Iran a obtenu auprès de la Corée du Nord 19 de ces missiles, une version améliorée du R-27 russe, indique le télégramme, ajoutant que Téhéran "travaille à la maîtrise de la technologie afin de pouvoir construire une nouvelle génération de missiles".

A la demande de l'administration du président américain Barack Obama, the New York Times a indiqué avoir accepté de ne pas publier le texte de ce télégramme.

"La version nord-coréenne de ce missile de haute technologie, connu sous le nom de BM-25, peut transporter une ogive nucléaire", affirme le journal, ajoutant qu'il a une portée de plus de 3.000 km.

"S'il est tiré depuis l'Iran, cette portée, théoriquement, permettrait à ses ogives d'atteindre des cibles aussi lointaines que l'Europe occidentale, notamment Berlin. S'ils sont tirés vers le nord-ouest, les ogives pourraient atteindre Moscou", poursuit-il, citant d'autres rapports.

"Les télégrammes affirment que l'Iran non seulement a obtenu le BM-25, mais qu'il voit dans la technologie de pointe un moyen d'apprendre comment concevoir et construire une nouvelle classe d'engins plus puissants", ajoute le New York Times.

Lundi 29 Novembre 2010

<http://www.almanar.com.lb>

3-2 "Israël" et l'Arabie Saoudite main dans la main contre l'Iran !

Depuis plus d'un an, les rencontres discrètes se poursuivent entre les services de renseignements israéliens et saoudiens, selon des sources sécuritaires israéliennes. Les rencontres n'ont pas l'air de prendre fin, en dépit du grand embarras diplomatique et politique causé par les câbles publiés par le [site Wikileaks](#).

La plupart de ces rencontres se tiennent dans la capitale jordanienne Amman, souvent avec la participation du directeur des services de renseignements généraux saoudiens le prince Moqran Ben Abdou Al-Aziz et Meir Dagan, ancien directeur des services de renseignements israéliens "le Mossad".

Ils se rencontrent pour coordonner les actions dans le domaine des renseignements entre "Israël", l'Arabie Saoudite et la Jordanie, mais surtout pour coordonner leurs actions contre le programme nucléaire iranien, confirment ces sources.

Les sources soulignent que l'Arabie Saoudite a donné son feu vert pour que les chasseurs-bombardiers passent dans son espace aérien, en allant vers l'Iran.

Mais la coordination militaire ne s'arrête pas là. Les Saoudiens permettront aux Israéliens d'utiliser des aérodromes d'atterrissage qui se seront préparés spécialement pour eux, dans leur désert.

Le but sera d'approvisionner les chasseurs-bombardiers israéliens. Des stations de carburant y seront installées à cette fin.

Le journal officiel saoudien Arab News a publié un rapport détaillé sur Dagan, qui allait quitter le Mossad. Cette publication confirme cette intention saoudienne, remarquent des experts israéliens.

En effet, c'est la première fois qu'un journal saoudien publie quelque chose concernant la direction de l'armée ou des services de renseignements israéliens. Pas un mot sur le départ prévu de Gabi Ashkenazi, chef d'état-major, ou sur son remplaçant Yoav Galant.

En Arabie Saoudite, on a parlé de Dagan, et il est considéré comme l'homme qui se trouve derrière les opérations secrètes préparées contre l'Iran, surtout contre son programme nucléaire. Ces publications représentent aussi des indications sur l'implication de l'Arabie Saoudite, ajoutent ces sources.

Puis les sources sionistes précisent que ce n'est pas du hasard, surtout que ces publications interviennent vingt-quatre heures seulement après l'attentat mené contre deux scientifiques iraniens.

Les Saoudiens ont également parlé du nouveau directeur du Mossad Tamir Pardo et disent qu'il a été désigné pour ce poste au moment de la guerre froide israélienne menée contre l'Iran. C'est vraiment la première fois qu'ils parlent de cette façon du Mossad.

Les sources israéliennes sont sûres et certaines que cette nouvelle réaction des médias saoudiens ne peut se faire sans un feu vert venant de très haut, de la tête de la famille royale.

Tout cela signifie que malgré les fuites de Wikileaks, le directeur des services de renseignements généraux le prince Moqran continue les rencontres de coordination concernant le dossier iranien avec le nouveau directeur du Mossad.

Il est très probable alors qu'il y ait une rencontre tripartite réunissant le prince Moqran, l'ancien et le nouveau directeur du Mossad.

Article publié par le Forum israélien des renseignements, le 7 décembre 2010, traduit et résumé par le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI),

13/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Lamis Andoni : Révélation Wikileaks : que va penser le monde arabe de ses dirigeants ?

La plupart des dirigeants arabes veulent que les Etats-Unis lancent une attaque sur l'Iran, et même qu'ils mènent une véritable guerre contre ce pays. Mais ils craignent de l'afficher publiquement par crainte de l'opinion publique arabe et de ses réactions.

Le roi d'Arabie Saoudite - Les révélations de Wikileaks concernant l'étroite collaboration entre les dictatures monarchiques du Golfe et l'impérialisme occidental ne sont pas vraiment un scoop... Juste une confirmation claire et nette de la profonde corruption de ces pilleurs de rente pétrolière.

Les câbles [diplomatiques] confidentiels envoyés par des diplomates américains dans la région et révélée par Wikileaks, mettent à nus des dirigeants arabes faibles et craintifs, qui dépendent de la protection américaine face à leurs craintes réelles et supposées d'un Iran pouvant potentiellement disposer d'armes nucléaires. Ils craignent également l'influence de l'Iran dans le monde arabe.

Bien que l'hostilité des dirigeants arabes envers l'Iran n'est pas un secret, les documents publiés par un certain nombre de journaux occidentaux montrent que certains gouvernements arabes semblent plus préoccupés par l'Iran que par Israël. Tandis qu'Israël est considéré comme un ennemi qui occupe des terres arabes et peut causer de l'instabilité dans la région, l'Iran est vu comme un pays qui pourrait mobiliser le monde arabe contre ses dirigeants [dictateurs - N.d.T].

Dans leurs conversations avec des responsables américains, les dirigeants arabes se réfèrent à l'Iran comme à « un serpent », « un démon » et « une pieuvre dont les tentacules ont besoin d'être coupées » - on peut présumer qu'ils sont beaucoup plus réservés dans leurs qualificatifs concernant Israël lorsqu'ils en parlent à des diplomates des États-Unis.

La mise en place des « émirats » iraniens

La crainte que l'Iran puisse attiser les dissensions internes et même créer des centres insurrections viennet de deux éléments : tout d'abord son rôle dans la lutte contre Israël, principalement à travers son soutien au Hezbollah [mouvement de la résistance libanaise] et le Hamas [mouvement de la résistance palestinienne], et d'autre part, son influence sur les communautés chiites dans certains Etats du Golfe.

Dans les documents divulgués plusieurs dirigeants arabes font part de leur doute et de leur manque de confiance en eux-mêmes car ils craignent que l'implication actuelle des États-Unis avec l'Iran ne parviennent pas à contenir « la menace iranienne » et ils exhortent les Etats-Unis à stopper l'Iran « à tout prix ». Le plus frappant est que certains responsables arabes semblent croire que le coût de la guerre contre l'Iran, en termes d'instabilité régionale, est inférieur au coût qu'ils auraient à payer, si l'Iran « n'est pas stoppé ».

« Bombardez l'Iran, ou vivez avec une bombe iranienne. Les sanctions, les carottes, les incitations ne seront d'aucun effet, » rapport un câble citant Zaid Al Rifai, le responsable du sénat jordanien et père de l'actuel Premier ministre jordanien. Bien que Rifai, toujours selon le document, estime qu'une frappe militaire aurait un « impact catastrophique sur la région », il a néanmoins estimé qu'en empêchant l'Iran d'acquérir des armes nucléaires, les dividendes obtenus feraient que le risque en vaut la peine.

Alors que les dirigeants arabes semblent beaucoup plus préoccupés par un Iran nucléaire que par les armes nucléaires d'Israël, il est difficile d'en tirer des comparaisons car il y a une absence marquante de toute mention de vues des dirigeants arabes par rapport à Israël dans les documents publiés à ce jour.

En fait, cela a entraîné des spéculations dans le monde arabe que ces fuites pouvaient être une tentative délibérée de pression sur les chefs arabes pour qu'ils se joignent à une alliance avec Israël contre l'Iran. Et bien que les documents révèlent que les dirigeants arabes sont plus préoccupés par l'Iran que par Israël, aucun d'entre eux n'indiquent une acceptation officielle de former un pacte anti-iranienne avec Israël.

Néanmoins, et même en tenant compte des réserves quant à la nature de la fuite, l'image qui en ressort est celle de dirigeants arabes faibles à la merci des États-Unis, et pleurant pour bénéficier de la protection de l'Oncle Sam. Les documents révèlent que les dirigeants du Golfe en particulier craignent que l'Iran n'exploite son influence sur leurs électeurs chiites et son soutien pour le Hamas et le Hezbollah pour établir des bastions à l'intérieur des pays arabes. Un chef de file des Emirats Arabes Unis est cité comme disant que « l'Iran met en place des 'émirats' dans le monde musulman, y compris au sud du Liban et à Gaza, des 'émirats' en sommeil au Koweït, dans le Bahreïn et la province orientale de l'Arabie saoudite, le principal de ses 'émirats' dans sud de l'Irak, et maintenant à Saada [au Yémen] ».

Ils ne semblent pas craindre la possibilité que l'Iran n'utilise des armes nucléaires - une fois qu'il les aurait développées - mais la façon dont la capacité nucléaire a déjà enhardi la république d'Iran, et continuera à l'enhardir à agir comme « une superpuissance dans la région ».

Mais, surtout, ce que les documents ne révèlent pas, c'est la pression que les Etats-Unis exerce sur les gouvernements arabes pour qu'ils s'engagent contre l'Iran. En excluant ces informations, les documents offrent une image quelque peu trompeuse des Etats-Unis comme étant en faveur « de discussions », tandis que les chefs arabes poussent au recours à la force.

La superpuissance régionale

La vérité peut être plus complexe que les documents publiés ne le suggèrent, puisque les dirigeants arabes sont vulnérables aux pressions venant des États-Unis. Cependant, ce qui est évident, comme c'est dit le plus clairement par les autorités jordaniennes, c'est que la plupart des gouvernements arabes pro-occidentaux

craignent une entente irano-américaine qui soit à leurs frais. A l'origine de ce sentiment est la crainte que les Etats-Unis finissent par accepter l'Iran comme la principale puissance régionale et, éventuellement, tolèrent des bouleversements soutenus par l'Iran dans les pays arabes.

Les Etats du Golfe comme le Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite ont peur que leur électorat chiite, avec le soutien iranien, se retourne contre leurs gouvernements, alors que la peur de la Jordanie et de l'Egypte que l'Iran ne soutienne les Frères musulmans sunnites ou au moins n'encourage la radicalisation du public arabe - en particulier si aucune solution à la crise palestinienne n'est en perspective.

Les documents ne présentent pas un tableau complet, mais ils révèlent le fossé entre les dirigeants arabes et leur public.

L'influence tant redoutée de l'Iran est dans une large mesure le résultat de l'occupation continue par Israël de terres arabes et l'absence de progrès dans les négociations israélo-arabes. Le soutien iranien au Hamas et, plus encore, au Hezbollah - le seul mouvement qui a su imposer un retrait israélien de territoires arabes occupés - jette un lumière crue sur les gouvernements arabes en exposant leur impuissance vis-à-vis d'Israël.

Les révélations de Wikileaks vont éroder davantage l'image des dirigeants arabes dans l'opinion publique arabe et rendre plus difficile pour eux la défense publique d'une guerre contre l'Iran. Même si certaines des craintes exprimées par les dirigeants arabes sont partagées par des secteurs de la population arabe, toute tentative officielle arabe, au-delà des portes closes de réunions avec des responsables américains, de faire de l'Iran l'ennemi, plutôt qu'Israël, va se retourner contre eux.

Lamis Andoni -

- • Lamis Andoni est une analyste et une commentatrice des affaires du Moyen-Orient et de la Palestine.
- • 3 décembre
- • Al Jazeera

4-2 Les révélations de WikiLeaks « L'affaire vise à semer « la discorde dans le monde islamique »,.

Fuites

L'affaire vise à semer « la discorde dans le monde islamique », estime Téhéran.

L'Iran a décidé de traiter par le mépris les révélations de WikiLeaks sur l'hostilité de ses voisins arabes pour ne pas tomber dans un « piège » des États-Unis. Les milliers de dépêches diplomatiques américaines confidentielles publiées par WikiLeaks, qui jettent notamment une lumière crue sur l'inquiétude et l'animosité des voisins arabes de l'Iran, s'inscrivent dans un « complot » des États-Unis « pour semer l'Iranophobie et la discorde dans le monde islamique », a estimé hier le ministère iranien des Affaires étrangères. La veille, le président Mahmoud Ahmadinejad avait déjà fixé la ligne officielle face aux documents de WikiLeaks relatifs à l'Iran : participant à la « guerre de l'information » américaine contre Téhéran, « ils sont sans valeur » et « ne méritent pas d'être commentés ». Cette position volontariste, qui rejoint celle adoptée par la plupart des chancelleries dans le monde, pourrait toutefois être difficile à tenir.

« Les documents WikiLeaks ne révèlent rien, les Iraniens connaissent depuis longtemps les sentiments des pays arabes du Golfe à leur égard.

Mais avoir la preuve écrite que vos voisins encouragent votre ennemi à vous attaquer ne peut pas ne pas laisser de trace », note un diplomate occidental à Téhéran. Selon les documents de WikiLeaks, la plupart des dirigeants arabes du Golfe ont poussé Washington à stopper par tous les moyens le programme nucléaire iranien, le roi Abdallah d'Arabie saoudite réclamant même à plusieurs reprises une intervention militaire pour « couper la tête du serpent ». De plus, « le timing est très mauvais », relève le même diplomate, car ces révélations interviennent alors que Téhéran semblait ces dernières semaines en voie d'améliorer ses relations historiquement conflictuelles avec Riyad. Cette embellie a notamment été marquée par deux entretiens téléphoniques, pour la première fois depuis longtemps, entre le roi Abdallah et le président Ahmadinejad sur des questions régionales sensibles comme le Liban et l'Irak. Les fuites de WikiLeaks « ne vont pas faciliter les choses », estime le même diplomate. La presse iranienne, tout en relayant le mot d'ordre officiel, ne se prive pas de commenter sombrement le contenu des documents qui « mettent en relief la situation inquiétante que l'Iran pourrait avoir à affronter dans un proche avenir », selon le quotidien Mellat-e Ma (conservateur modéré) évoquant « une guerre non déclarée » des voisins de Téhéran. Ils « confirment l'hostilité profonde de beaucoup de pays arabes à l'égard de l'Iran », et « l'approfondissement du fossé » entre Téhéran et ses voisins du Golfe, note lui aussi le quotidien réformateur Sharg. « Les Arabes ne doivent pas être aussi stupides », titre de son côté le quotidien modéré en anglais Iran News, soulignant que les documents de WikiLeaks montrent aussi les risques que comporterait un conflit pour la région.

La diplomatie iranienne pourrait devoir dissiper les malentendus avec ses voisins, reconnaît Gholam Reza Ghalandarian, directeur du quotidien conservateur Qods. Mais « s'il y a un problème, il sera traité directement, face à face » avec les partenaires de Téhéran, assure-t-il, estimant que l'affaire « n'influencera pas la politique étrangère de l'Iran ». Ce sentiment est partagé par Mohammad Saleh Sedghian, directeur du Centre arabe d'études iraniennes à Téhéran, qui souligne que l'Iran a choisi l'apaisement grâce à « la position habile du président Ahmadinejad questionnant l'authenticité des documents et insistant sur les bonnes relations entre Téhéran et ses voisins ».

01 décembre

4-3 Les révélations de WikiLeaks autour de l'Iran devraient avoir un impact réel.

Révélation de Wikileaks: l'Iran est mal prise,

Nb : Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Les révélations de Wikileaks sur la position des pays arabes envers l'Iran pourraient avoir un impact réel sur l'opinion et les relations diplomatiques. C'est l'avis de plusieurs médias et spécialistes iraniens, bien que Téhéran, pour l'heure, a décidé de traiter les informations du site par le mépris.

Les milliers de dépêches diplomatiques américaines confidentielles publiées par WikiLeaks, qui jettent notamment une lumière crue sur l'inquiétude et l'animosité des voisins arabes de l'Iran, s'inscrivent dans un "complot" des Etats-Unis "pour semer l'Iranophobie et la discorde dans le monde islamique", a estimé mardi le ministère iranien des Affaires étrangères. Les pays de la région "ne doivent pas tomber dans ce piège", a souligné le porte-parole du ministère Ramin Mehmanparast.

Lundi, le président Mahmoud Ahmadinejad a fixé la ligne officielle face aux documents de WikiLeaks relatifs à l'Iran: participant à la "guerre de l'information" américaine contre Téhéran, "ils sont sans valeur" et "ne méritent pas d'être commentés".

Des infos qui laisseront des traces

Cette position volontariste, qui rejoint celle adoptée par la plupart des chancelleries dans le monde, pourrait toutefois être difficile à tenir. "Les documents WikiLeaks ne révèlent rien, les Iraniens connaissent depuis longtemps les sentiments des pays arabes du Golfe à leur égard. Mais avoir la preuve écrite que vos voisins encouragent votre ennemi à vous attaquer ne peut pas ne pas laisser de trace", note un diplomate occidental à Téhéran.

Selon les documents de WikiLeaks, la plupart des dirigeants arabes du Golfe ont poussé Washington à stopper par tous les moyens le programme nucléaire iranien, le roi Abdallah d'Arabie saoudite réclamant même à plusieurs reprises une intervention militaire pour "couper la tête du serpent". De plus, "le timing est très mauvais", relève le même diplomate, car ces révélations interviennent alors que Téhéran semblait ces dernières semaines en voie d'améliorer ses relations historiquement conflictuelles avec Ryad.

"Une guerre non déclarée"

Cette embellie a notamment été marquée par deux entretiens téléphoniques, pour la première fois depuis longtemps, entre le roi Abdallah et le président Ahmadinejad sur des questions régionales sensibles comme le Liban et l'Irak. Les fuites de WikiLeaks "ne vont pas faciliter les choses", estime le même diplomate.

La presse iranienne, tout en relayant le mot d'ordre officiel, ne se prive pas de commenter sombrement le contenu des documents qui "mettent en relief la situation inquiétante que l'Iran pourrait avoir à affronter dans un proche avenir", selon le quotidien Mellat-e Ma (conservateur modéré) évoquant "une guerre non déclarée" des voisins de Téhéran.

Ils "confirment l'hostilité profonde de beaucoup de pays arabes à l'égard de l'Iran", et "l'approfondissement du fossé entre Téhéran et ses voisins du Golfe", note lui aussi le quotidien réformateur Sharg. "Les Arabes ne doivent pas être aussi stupides", titre de son côté le quotidien modéré en anglais Iran News, soulignant que les documents de WikiLeaks montrent aussi les risques que comporterait un conflit pour la région.

L'habile Ahmadinejad

La diplomatie iranienne pourrait devoir dissiper les malentendus avec ses voisins, reconnaît Gholam Reza Ghalandarian, directeur du quotidien conservateur Qods. Mais "s'il y a un problème, il sera traité directement, face à face" avec les partenaires de Téhéran, assure-t-il estimant que l'affaire "n'influencera pas la politique étrangère de l'Iran".

Ce sentiment est partagé par Mohammad Saleh Sedghian, directeur du Centre arabe d'études iraniennes à Téhéran, qui souligne que l'Iran a choisi l'apaisement grâce à "la position habile du président Ahmadinejad questionnant l'authenticité des documents et insistant sur les bonnes relations entre Téhéran et ses voisins".

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680224/Les_revelations_de_WikiLeaks_autour_de_l%27Iran_devraient_avoir_un_impact_reel.html

tsrinfo.ch

01.12.2010

<http://www.tsr.ch/info/monde/2749059-revelations-de-wikileaks-l-iran-est-mal-prise.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

